Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
14 janvier 2005
N°250 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA COMMUNAUTÉ SUD-AMÉRICAINE DES NATIONS

Hugo Chávez : « L'intégration latino-américaine est une utopie réalisable »

Alors que douze États d'Amérique latine viennent d'entamer un processus d'intégration économique et politique pour constituer la Communauté sud-américaine des nations, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez Frias, répond à nos questions. Renouant avec les rêves du *Libertador* Simon Bolivar, et renforcé par l'expérience cubaine, il ouvre des fronts multiples contre la domination des États-Unis, dans les domaines culturel, énergétique et financier.

page 2

Pentagone : des économies en trompe l'oeil

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les faucons, Franck Gaffney en tête, s'inquiètent de la baisse des crédits militaires annoncée par l'administration Bush. Lawrence J. Korb s'amuse de ces réactions pour ce qui n'est selon lui qu'un tour de passe-passe comptable. En effet, les baisses annoncées sont avant tout des déplacements de dépenses qui ne présagent en rien d'économies réelles.

page 5

REPÈRE : 7 JANVIER 1914

Guerre à « la » drogue

Le 7 janvier 1914 entre en vigueur, aux États-unis le *Harrison Narcotics Act* qui marque le début de la prohibition de certaines drogues. 90 ans plus tard, le bilan de cette guerre du gouvernement contre ses propres citoyens n'est pas brillant : plus d'un trillion de dollars y ont été engloutis, des dizaines de millions de personnes ont été arrêtées, leur propriété confisquée, leur famille harcelée.. Chaque année près de 2 millions de citoyens sont emprisonnés pour des délits mineurs liés à la possession de drogues... En définitive, la prohibition a ouvert un marché, créé des besoins, enrichi des organisations criminelles, et généralisé la consommation. Pour le prix Nobel d'économie Milton Friedman : « *La guerre à la drogue est la plus grande escroquerie jamais commise sur la population de la planète. Je conjure le gouvernement d'ouvrir les yeux. Les tactiques préconisées : plus de police, plus de prisons, envoi de militaires dans des pays étrangers, répression accrue contre les consommateurs... Tout cela ne fait qu'agraver la situation. Ces tactiques ne luttent pas contre la drogue, elles ne servent qu'à miner les libertés civiques et les droits humains qui fondent notre pays* ». ■

LA RUSSIE EST PRÊTE À ARMER LA SYRIE

Depuis la déclaration d'Ariel Sharon, début janvier, évoquant une crise diplomatique entre Tel Aviv et Moscou en raison d'un *« problème hautement classifié »*, les spéculations vont bon train. Au centre du débat, la visite du président syrien Bashar el-Assad à Moscou, le 24 janvier prochain, avec dans ses valises les devises rapportées à son pays par l'augmentation du prix du pétrole, ainsi que des bons de commande pour tout un arsenal de technologie militaire russe.

On trouve au sommet de cette liste le système de missiles Iskander, développé pendant les années 90 par la Russie et testé avec succès l'été dernier. Il est capable de viser tout type d'installation sur l'ensemble du territoire israélien. Sa portée ne dépasse guère les 300 km, en revanche sa précision (+ ou - 20 mètres) et sa technologie de brouillage d'interception dernier cri en font une arme tactique redoutable. En outre, Damas s'intéresse aux missiles anti-aériens portables de la classe Igla (SAM-18 et SAM-16), ainsi qu'aux systèmes de missiles anti-tanks Kornet et Metis.

Hier, Colin Powell menaçait la Russie de sanctions si elle n'annulait pas ses propositions. Aujourd'hui, le ministre de la Défense russe, Sergueï Ivanov, lui a répondu, narquois : *« Aucune discussion de ce type [la vente des Iskander à la Syrie] n'est en cours »*. Cependant, *« ce système ne fait l'objet d'aucune restriction ou engagement, et aucune restriction n'a été imposée pour son exportation »*. ■

La Communauté sud-américaine des nations

Hugo Chávez : « L'intégration latino-américaine est une utopie réalisable »

Alors que douze États d'Amérique latine viennent d'entamer un processus d'intégration économique et politique pour constituer la Communauté sud-américaine des nations, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez Frias, répond à nos questions. Renouant avec les rêves du *Libertador* Simon Bolivar, et renforcé par l'expérience cubaine, il ouvre des fronts multiples contre la domination des États-Unis, dans les domaines culturel, énergétique et financier.

Douze États d'Amérique latine ont signé, le 8 décembre 2004 au Pérou, la *Déclaration de Cuzco* par laquelle ils ont créé une Communauté sud-américaine des nations. Cette organisation regroupe les États du marché commun du cône

Sud, le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et ceux de la Communauté andine (Bolivie , Colombie, Équateur , Pérou et Venezuela), ainsi que le Chili, la Guyana et le Surinam. Il s'agit, ni plus ni moins, de constituer à terme un ensemble à la fois économique et politique, capable de défendre les populations face aux apétits états-uniens. Ce projet trouve sa source intellectuelle et émotionnelle dans le rêve épique du « libertador » Simon Bolivar. Il a été porté par le président vénézuélien, Hugo Chávez Frias, qui a réveillé le souffle bolivarien non seulement dans on pays, mais dans tout le continent.

Question : *Vous réaffirmez, comme élément clé de votre programme politique, la nécessité inéluctable d'un processus d'intégration, de la construction d'une grande patrie latino-américaine du Rio Grande à la Terre du Feu.*

Hugo Chávez Frias : Il y a beaucoup de rêve dans ce qui touche à l'intégration latino-américaine. Mais nous croyons que c'est un rêve possible. Une utopie réalisable. Je crois que le moment est venu de réaliser ce rêve. Nous avançons vers cet objectif en empruntant plusieurs directions, en ouvrant plusieurs fronts. Et je crois qu'aucun autre rêve ne peut se réaliser sans passer par un processus d'union latino-américaine.

Question : Toutefois quelques organisations sont déjà entrées dans l'histoire, notamment ALALC, ALCAN et le Mercosur. Maintenant à Cusco vient de se créer la Communauté sud-américaine de nations, à à laquelle il est nécessaire de donner un contenu.

Hugo Chávez Frias : La Communauté sud-américaine des nations est un pas important : peu importe que nous n'avancions que d'un millimètre sur ce chemin, pourvu que ce soit dans la bonne direction. Cela vaut mieux que d'avancer à marche forcée dans une direction erronée. Fixons le bon cap, et boussole et carte en main, avançons contre vents et marées. Parfois le vent est très fort et ne pouvons pas avancer, et parfois même nous devons faire marche en arrière, mais il faut maintenir le cap. Peu importe le temps que cela prendra. Nous avons fait un pas dans cette direction, et c'est la bonne.

Par exemple, la forme et le contenu des discours prononcés dans ces sommets ont changé. Avant, quand j'arrivais, ils disaient : « *Voilà ce fou de Chávez* ». Je me souviens qu'au cours d'un de ces premiers sommets dans lesquels nous nous trouvions, j'intervins, puis Fidel [Castro] à son tour. Ensuite Fidel m'a fait parvenir un papier disant : « *Chávez, je ne suis plus le seul diable de ces réunions* ». C'est que nous avons un projet d'intégratrion, pour les peuples et les travailleurs. Ils ne pourront pas se défaire de nous, unis comme nous sommes. Nous avons un projet, une stratégie et mille tactiques, mille régiments à l'offensive. Personne ne pourra stopper cet élan révolutionnaire qui touche tous ces territoires.

Il faut maintenant donner forme à ce mouvement international et c'est urgent, parce que l'agression à laquelle le Cuba a résisté et continue de résister depuis plus de 40 ans, est toujours d'actualité. Les agressions dont le Venezuela est l'objet depuis plus de 5 ans, et auxquelles il résiste, seront égalent lancées

contre tout gouvernement ou pays qui cherche à se mémarquer de l'Empire.

Question : Toutefois la construction de la grande patrie latino-americaine que vous avez portée à nouveau sur la scène politique est un rêve si grand, que beaucoup de Latino-americains, particulièrement dans le sud du continent, n'osent l'imaginer. Il y a des gouvernements progressistes qui en parlent du bout des lèvres dans un discours convenu. Il serait intéressant pour nos lecteurs d'inscrire ce rêve bolivarien dans le cadre d'un agenda politique concret.

Hugo Chávez Frias : Nous apprenons beaucoup de choses. Le peuple apprend ces choses. Et nous avons appris que la technique doit servir la politique. La politique doit être la reine, au-dessus de la technique et de l'économie. Et c'est là que naît l'idée de Petrosur, Petroamérica, ou Petrocaribe. Imaginez l'addition du potentiel pétrolifère qu'a le Mexique, avec celui de l'Argentine, du Venezuela, de la Bolivie, et de la Colombie. Dans tous ces pays, il y a du pétrole, en plus ou moins grande quantité, ainsi que du gaz naturel. Cuba possède aussi beaucoup de pétrole. Fidel dit qu'il veut entrer dans l'OPEP.

Question : On comprend que pour vous la voie du rapprochement passe par l'intégration économique, selon un modèle semblable à à celui de l'Union Européenne.

Hugo Chávez Frias : Nous avons proposé la création d'une Banque centrale latino-americaine. Où sont les réserves du Venezuela ? Dans les banques du Nord en or, dollars, euros. Et plus encore : un Fonds monétaire latino-americain. Nous voulons sortir du Fonds monétaire international. Mais dans tout le continent, il n'y a que Cuba et le Venezuela qui sont d'accord avec cette proposition. Et comme Cuba n'est pas dans le Fonds monétaire international, il n'y a que nous.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons aussi des propositions concrètes pour freiner la domination impérialiste sur le plan culturel, nous proposons une télévision du Sud. C'est un projet concret sur lequel nous travaillons depuis trois ans et qui est sur le point de voir le jour. Et enfin, l'ALBA (Alternative bolivarienne pour l'Amérique), une intégration basée sur la coopération et non sur la concurrence, qui prendrait en compte, les franges de population les plus menacées et qui reposerait sur les bases d'un développement endogène, comme dans notre Constitution bolivarienne. Tous ces rêves sont possibles. Il faut oser.

Propos recueillis par Gennaro Carotenuto, publiés par *Brecha* (Uruguay) et Alias2 (Venezuela).

Pentagone : des économies en trompe l'oeil

Analyse

Les premières discussions budgétaires de la seconde administration Bush ne font pas que des heureux chez les faucons qui craignent que le budget états-unien de la Défense n'ait à souffrir des efforts de réduction des déficits publics abyssaux qu'ont causé la conquête de l'Irak et la politique fiscale de l'administration Bush. Dans le *Washington Times*, le coordinateur des faucons, Franck Gaffney, dénonce la décision de diminuer les dépenses militaires de 55 milliards sur six ans et y voit l'application du programme de John Kerry (qui avait pourtant promis d'accroître le nombre de troupes). En outre, pour la chercheuse Cindy Williams, dans le *New York Times*, une diminution des budgets de certains programmes militaire ne va pas réduire le budget du département de la Défense dans son ensemble puisque celui-ci s'est vu imposer par le Congrès un certain nombre de mesures pour les vétérans qui vont lui coûter énormément. Soucieuse que l'argent aille prioritairement au matériel militaire et aux forces combattantes, elle demande que les mesures sociales soient abrogées.

Toutefois, dans le même quotidien, l'ancien secrétaire adjoint à la Défense de Ronald Reagan, Lawrence J. Korb, s'amuse de ces réactions pour ce qui n'est selon lui qu'un tour de passe-passe comptable. En effet, les baisses annoncées sont avant tout des transferts de budgets de l'Air Force et de la Navy vers l'US Army, des reports de dépenses à des dates ultérieures et des diminutions de commande de matériel liées au dépassement de coût de production qui ne présagent en rien d'économies réelles. Il note que le Pentagone engloutira 2 500 milliards de dollars pendant la période « d'économie » de six ans et ce sans même compter le coût de la guerre d'Irak. L'économie de 55 milliards de dollars sur six ans ne représente donc qu'une diminution de 2 % du budget total, si tant est que cette coupe budgétaire existe réellement.

L'appareil de prédation économique qu'est devenue l'armée états-unienne ne risque donc pas d'en souffrir beaucoup.

Toutefois, malgré son budget délirant, l'armée ne parvient pas à remplir les objectifs assignés et à garder l'Irak sous contrôle. Ce n'est pas la promesse d'Iyad Allaoui de consacrer 11 % du budget de la colonie irakienne à la « Défense » (c'est à dire à la contre-insurrection) qui y changera quoi que ce soit. C'est ce que constate Robert Malley et Peter Harling, de l'International Crisis Group, dans l'*International Herald Tribune*. Ils estiment que les forces de la Coalition et le gouvernement qu'ils ont installé ne pourront jamais régler le problème en Irak car ils sont une part du problème. La seule façon de finir la guerre en Irak est donc d'accorder une indépendance plus large à ce pays et de jouer l'apaisement avec les insurgés. L'enlisement en Irak est un poids pour l'armée états-unienne et l'empêche d'intervenir sur d'autres théâtres d'opération comme l'auraient souhaité les faucons à Washington. À ce titre, les sénateurs états-uniens Jon S. Corzine et Sam Brownback, co-rédacteurs de la résolution parlementaire présentant les évènements au Darfour comme un génocide, expriment leur impatience et demandent un soutien aux forces de l'Union africaine et une résolution condamnant Khartoum au Conseil de sécurité, faute de mieux.

Si l'armée états-unienne a vécu une mauvaise année en 2004, il n'en va pas de même de la machine d'influence non-militaire qui a enregistré de grands succès dans les ex-Républiques soviétiques, autre priorité de Washington avec le Proche-Orient. Grande bénéficiaire de cette politique, la milliardaire Yuliya Tymoshenko, éminence grise de Victor Yushchenko, tente de rassurer l'opinion publique russe sur ses intentions dans le *Moscow Times*. Non, l'Ukraine n'a pas choisi l'Europe contre la Russie et non la « révolution orange » n'est pas une manipulation états-unienne pour poursuivre l'encerclement de la Russie. Elle rappelle les liens qui unissent les deux pays et n'hésite pas à comparer, sans rire, la lutte contre les oligarques menée par Vladimir Poutine à la politique que s'apprête à conduire Victor Yushchenko. Amusant, quand on pense que Mme Tymoshenko a un temps incarné le pillage de l'État pour les Ukrainiens. Il n'est pas certain que les Russes à qui elle assurait en août dernier qu'une nouvelle « révolution des roses » n'était pas à l'ordre du jour en Ukraine soient convaincus par ces nouvelles affirmations. Malgré ces propos rassurants, la Russie est bien en ligne de mire et les organisations qui se sont illustrées dans la « révolution orange » se préparent pour 2008. Dans ce cadre, Mikhail Khodorkovsky rédige une tribune depuis sa prison, publiée en russe dans *Vedomosti* et dont l'*International Herald Tribune* reprend de larges extraits. Revenant sur la banqueroute de Yukos, il dénonce la politique du Kremlin et l'aveuglement de ses dirigeants tout en se donnant une image de sage emprisonné ayant appris dans le dénuement le vrai sens de la vie et plaignant ses bourreaux. Une façon de se positionner pour l'avenir ?

Enfin, suite à la disparition en Irak de la journaliste française Florence Aubenas et de son assistant Hussein Hanoun, un collectif de journalistes arabes dirigé par la tunisienne Sihem Bensedrine se mobilise en sa faveur dans *Le Monde* et exprime son souhait de la voir revenir en bonne santé.

Réseau Voltaire

Frank J. Gaffney Jr.

Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Un budget de la Défense à la Kerry »

Source : Washington Times
Référence : « Kerrylike defense budget », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 11 janvier 2005.

Même avant que le Congrès ne déclare George W. Bush vainqueur de l'élection de Novembre, des informations commençaient à circuler prétendant qu'il proposerait un budget de la Défense pour l'année prochaine qui aurait pu être proposé par John Kerry. En réalité, si Kerry avait été élu président, il n'aurait pas pu présenter un tel budget compte tenu des préoccupations qu'il suscitait concernant son jugement à propos de la sécurité nationale. Pourtant, alors que le président Bush pourra prêter serment le 20 janvier parce qu'il est apparu comme un dirigeant plus crédible que son adversaire sur la question de la sécurité nationale, le budget de la Défense va être réduit de 55 milliards de dollars.

Donald Rumsfeld a déclaré " vous allez à la guerre avec l'armée dont vous disposez ". Cependant, si le président ne revient pas sur sa politique, Rumsfeld ou son successeur devront peut-être faire la guerre avec des capacités moindres qu'aujourd'hui. Pire encore, ce type de situation est perçu comme un encouragement à l'agression. C'est ce qu'avait compris Ronald Reagan, dont Bush est pourtant un admirateur, et qui avait pour devise " la paix par la force ". Avec ces restrictions budgétaires, l'US Air Force pourrait perdre 110 de ses 170 F/A-22, les Marines perdre 1,5 milliards de dollars pour le budget du V-22 " Osprey " et la Navy aurait moins de 270 bateaux, ce qui est très insuffisant. Cela va également miner le programme antimissile. La population est prête à faire des sacrifices en temps de guerre, le président doit les leur demander.

Cindy Williams

Ancienne directrice assistante pour la sécurité nationale au Bureau du Budget du Congrès états-unien, Cindy Williams est chercheuse au Security Studies Program du Massachusetts Institute of Technology. Elle est la rédactrice de *Filling the Ranks : Transforming the U.S. Military Personnel*

« Faire les coupes budgétaires, conserver les avantages »

Source : New York Times
Référence : « Making the Cuts, Keeping the Benefits », par Cindy Williams, *New York Times*, 11 janvier 2005.

Dans un effort visant à réduire la croissance du budget militaire, l'administration Bush va diminuer les budgets de certains programmes du Pentagone, notamment certains avions de combat et le système antimissile. Par

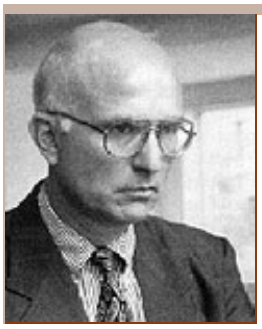
System.

ailleurs, les dirigeants du Pentagone vont devoir économiser 55 milliards de dollars sur six ans. Toutefois, ces réductions ne signifient pas forcément la fin de l'augmentation des dépenses du département de la Défense qui a commencé en 1999. En effet, l'arrêt de certains programmes d'armement n'enlève rien au fait qu'une bonne part des augmentations de budgets du Pentagone est liée à des coûts associés au personnel militaire, notamment les retraités, et ces coûts ne peuvent pas être annulés. Ainsi, bien que le nombre de soldats soit resté globalement le même, les salaires, les pensions des retraités, les frais de santé et les frais liés à l'hébergement des familles ont augmenté bien plus que l'inflation et prélèvent 40 milliards du budget du Pentagone.

Les réductions de budget dans les programmes militaires vont être insuffisantes pour compenser les augmentations attendues dans les prochaines années dans ce poste budgétaire. Même si cette hausse n'excédait pas le montant de l'inflation cela nécessiterait un accroissement de dix milliards de dollars par an. Ces augmentations sont essentiellement dues au paiement des retraites. Après le vote de la loi sur les dépenses de santé des anciens militaires, celles-ci coûtent actuellement quatre milliards de dollars par an et cela ne va pas cessé de croître. La possibilité depuis l'année dernière de cumuler la pension militaire et la retraite va coûter des milliards au Pentagone. Cela coûte cher et n'aide pas nos soldats qui se battent dans un pays dangereux.

La plupart des militaires n'y auront pas droit car ils ne restent pas assez longtemps en service et cet argument ne permet pas de recruter davantage de troupes. Avec de telles règles, il sera difficile de faire des économies sans diminuer le nombre de troupes, ce qui serait irresponsable.

Lawrence J. Korb



Lawrence J. Korb est membre du Center for American Progress, du Center for Defense Information et du Council on Foreign Relations. Il a été vice-secrétaire à la Défense sous le première administration Reagan. Il est coauteur avec Leslie H. Gelb de *A New National Security Strategy in an Age of Terrorists, Tyrants, and Weapons of Mass Destruction*.

« Les nouveaux mathématiques du Pentagone »

Source : New York Times
Référence : « The Pentagon's New Math », par Lawrence J. Korb, *New York Times*, 11 janvier 2005.

En raison du coût de la guerre en Irak et de l'énorme déficit public, il a été demandé au Pentagone de pratiquer des coupes budgétaires majeures pour les six prochaines années. Selon le Pentagone, l'économie réalisée sera d'un montant de 55 milliards de dollars et affectera tous les programmes d'armement majeurs. Toutefois, comme souvent avec le Pentagone, il s'agit d'une économie en trompe l'œil :

- Le budget global du Pentagone ne va pas beaucoup décroître et beaucoup de réductions annoncées dans certains programmes cachent en réalité des transferts de fonds de la Navy ou de l'US Air Force vers l'US Army.
- Le budget militaire entre 2006 et 2011 va rester très élevé et devrait être de l'ordre de 2500 milliards de dollars, sans compter le coût de la guerre en Irak dont le montant s'élève déjà à 200 milliards de dollars.
- Les économies proposées vont prendre du temps avant de devenir effectivement des réductions budgétaires car la plupart des fonds alloués aux

programmes d'armement ont déjà été budgétés auparavant.

- Beaucoup de réductions budgétaires annoncées sont en réalité des reports de dépenses ou des étalement des dépenses sur un temps plus long.
- Beaucoup des réductions dans les achats de matériel de na pas entraîné d'économies mais sont liées à l'accroissement des coûts de production d'armement.
- Il est possible que les réductions prévues pour après la fin du second mandat Bush soient finalement annulés par le prochain président.

Si le Pentagone veut vraiment réduire son budget, il va devoir prendre des mesures autrement plus radicales.

Robert Malley, Peter Harling

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

Peter Harling est consultant de l'International Crisis Group spécialisé dans la question irakienne.

« Comment les États-Unis peuvent sauver l'Irak »

Source : International Herald Tribune
Référence : « How the U.S. can salvage Iraq », par Robert Malley et Peter Harling, *International Herald Tribune*, 11 janvier 2005.

En Irak, les États-Unis sont engagés dans une guerre qu'ils ont déjà perdue. L'objectif initial (faire de l'Irak une société laïque, démocratique et libre économiquement proche des États-Unis et représentant un modèle pour la région) ne peut plus être atteint. Pire, la poursuite de cet objectif est devenu un obstacle à la réalisation de l'objectif le plus important : un gouvernement stable perçu par la population comme une incarnation crédible de leur intérêt national capable de préserver l'intégrité territoriale du pays. L'image de l'Amérique a trop souffert, l'insurrection s'est trop étendue et la crédibilité du processus de transition est quasi-nulle.

Les erreurs de Washington sont désormais largement perçues comme intentionnelles, ses affirmations comme hypocrites et ses objectifs supposés (la domination à long terme de l'Irak) comme la cause de l'opposition violente. Les insurgés n'ont pas le soutien de la majorité de la population mais la passivité populaire est inquiétante. La violence n'est pas limitée à un petit groupe de fanatiques mais est au contraire motivé par l'hostilité générale aux États-Unis. Les conditions dans laquelle la guerre est menée ont changé mais pas les critères d'appréciation de Washington qui parle toujours en terme d'insurgés tués, de reconquête de territoire " ennemi ", des concepts éloignés des batailles actuelles.

La transition actuelle à laquelle s'associent les États-Unis et les autorités irakiennes ne peut donc pas être une solution à la crise, elle participe de cette crise. Pour sortir de l'impasse, il faut briser le processus actuel. Les autorités irakiennes doivent s'affranchir de la tutelle états-unienne, avoir la possibilité d'annuler des décrets ou des contrats signés par les institutions irakiennes et les autorités d'occupation. Les Irakiens devraient négocier la fin de la présence militaire états-unienne et prendre indépendamment les grandes décisions les concernant. Il faut que les troupes états-uniennes soient moins visibles. Washington doit changer de vocabulaire, cesser de présenter l'Irak comme un "

front " de la guerre au terrorisme et les insurgés comme " anti-Irakiens ". Les États-Unis doivent encourager une vraie indépendance en Irak.

Jon Corzine, Sam Brownback

Ancien président de le compagnie d'investissement Goldman Sachs ayant mené en 2000 la campagne sénatoriale la plus chère de l'histoire des États-Unis, Jon Corzine est sénateur démocrate du New Jersey. Il est co-rédacteur d'une résolution du Sénat états-unien déclarant que les morts au Darfour sont le fruit d'un génocide.

Défenseur de l'ordre moral connu pour ses positions en faveur des valeurs familliales chrétiennes, Sam Brownback est sénateur républicain du Kansas, poste où il a succédé à Bob Dole. En novembre 2003, il avait déposé une proposition de résolution du Sénat prévoyant qu'aucun État palestinien ne puisse être reconnu par les États-Unis tant que Jérusalem n'était pas reconnue comme capitale d'Israël par la communauté

« Arrêter le génocide »

Source : Washington Post
Référence : « Stop the Genocide », par Jon S. Corzine et Sam Brownback, *Washington Post*, 11 janvier 2005.

Alors que nous nous concentrons à juste titre sur l'une des pires catastrophes naturelles de l'Histoire, celle du tsunami, nous ne devons pas nous détourner de l'une des pires tragédies causées par l'homme à notre époque : le génocide du Darfour. Cela fait cinq mois que le Congrès a déclaré qu'un génocide a lieu dans cette région occidentale du Soudan et depuis la situation s'est détériorée. Les négociations de paix ont échoué et les organisations humanitaires, notamment Save the Children, ont été chassées de la région. Il existe désormais un risque réel de sombrer dans le chaos. Des centaines de milliers de personnes sont privées de toute assistance humanitaire et aucun progrès n'est fait dans le contrôle des milices qui agresse les populations.

Nous devons faire cesser le génocide et pour cela il faut :

- déployer une vraie force de maintien de la paix. Les forces de l'Union africaine dans la région sont insuffisantes. Il faut les augmenter et les équiper. Nous devons également les assister en leur fournissant des renseignements.
- Il faut faire pression sur le gouvernement soudanais. Il faut obtenir que l'accord entre Khartoum et les rebelles du Sud ne se fasse pas au détriment des populations du Darfour. Pour cela, il faut refuser que Khartoum ait la moindre récompense de l'ONU pour la signature de l'accord dans le Sud tant que la situation au Darfour reste la même. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit demander des sanctions contre le Soudan.
- Il faut que le monde comprenne qu'un génocide ne sera pas toléré et mettre en place des mécanismes pour juger les responsables.

internationale. Il est co-rédacteur d'une résolution du Sénat états-unien déclarant que les morts au Darfour sont le fruit d'un génocide.

Yuliya Tymoshenko

Multimilliardaire ukrainienne, Yuliya Tymoshenko est ancienne vice-Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, proche de Viktor Yushchenko.

« Les bureaucrates du Kremlin ont perdu l'Ukraine, mais la Russie a gagné »

Source : Moscow Times
Référence : « Kremlin Bureaucrats Lost Ukraine, But Russia Won », par Yulia Tymoshenko, *Moscow Times*, 12 janvier 2005.

Lors des six derniers mois, les politiciens russes ont tant discuté des affaires ukrainiennes que désormais, en tant que politicienne ukrainienne, je me sens en droit de discuter des affaires russes et surtout des relations russo-ukrainienne. J'entends constamment que la Russie a perdu les élections en Ukraine mais je ne suis pas d'accord. Les responsables de la propagande russe et les mécènes de Yanukovych qui n'ont rien compris à l'Ukraine ont perdu mais ils ne sont pas la Russie. La Russie ne verra pas ses intérêts stratégiques à long terme mis à mal par Viktor Yushchenko. Au contraire, ce sont de nouvelles opportunités qui s'ouvrent pour les Russes.

Depuis le printemps 2004, nous essayons de convaincre le Kremlin qu'il ne doit pas avoir peur de nous mais nous n'avons pas réussi et ils ont mené des actions inconsidérées. Aujourd'hui, les propagandistes débarquent avec une nouvelle fable : Yanukovych aurait gagné les élections du 21 novembre mais les États-Unis ont fomenté une révolution en réponse. En conséquence, la Russie devrait aujourd'hui organiser la sécession en Ukraine. Face à ces projets, il est utile de rappeler les liens qui unissent nos pays :

- Nous appartenons à une même civilisation.
- Nous appartenons à un même espace géographique et économique. Maintenant que les oligarques ont quitté le pouvoir à Kiev, notre pays offre de nouvelles opportunités pour les capitaux russes.
- Nous avons des tâches communes qui nous attendent en matière de politique intérieure. Comme Vladimir Poutine, nous voulons construire un État fort et éloigner les oligarques du pouvoir.
- Nous avons les mêmes objectifs de politique étrangère que la Russie : nous rapprocher de l'Europe.

Je tiens à revenir sur ce qu'on a parfois entendu. Personne en Ukraine ne pense à s'attaquer aux Russophones. Concernant l'OTAN, je n'exclus pas que l'Ukraine y adhère un jour mais ce processus sera long et ne pourra pas se faire sans la Russie. En effet, nos deux pays ne peuvent pas appartenir à des zones militaires différentes, encore moins hostiles.

Mikhail Khodorkovsky

Mikhail Khodorkovsky est ancien PDG de Yukos et son principal actionnaire. Anciennement considéré comme l'un des plus puissants oligarques russes et l'un des vingt hommes les plus riches du monde selon le magazine *Forbes*, il est aujourd'hui en prison pour fraude et en attente de jugement. Il est toujours formellement administrateur de l'International Crisis Group et membre du Carlyle Group.

« Lettre depuis une prison russe »

Source : International Herald Tribune
Référence : « Letter from a Russian prison », par Mikhail Khodorkovsky, *International Herald Tribune*, 12 janvier 2005. Une version plus longue de cet article a été publiée en russe dans le journal *Vedomosti*.

La destruction de Yukos est presque terminée malgré nos efforts pour empêcher que l'animosité personnelle des autorités à mon encontre n'atteigne les actionnaires minoritaires, les employés ordinaires et le pays dans son ensemble. Il y a un an et demi, j'ai proposé de rendre mes actions pour mettre un terme aux attaques contre l'entreprise mais une autre voie a été choisie avec une application sélective de la loi et la destruction de la confiance de la communauté des affaires dans la justice et l'autorité.

La façon dont s'est déroulée la mise en place des sanctions contre Yukos ne laisse aucun doute sur le fait que tout le processus était planifié et que ceux derrière cette affaire se moquent des intérêts politiques et économiques du pays. La question aujourd'hui n'est plus de sauver Yukos, la question est : quelle leçon le pays va-t-il tirer de cette affaire ? Aujourd'hui, ma fortune, qui était estimée à 15 milliards de dollars, est tombée à zéro. Je savais que cela arriverait et je souhaitais seulement que l'entreprise, les actionnaires minoritaires et les employés ne soient pas touchés. Je suis préoccupé par le sort des dizaines de milliers d'actionnaires qui ont estimé qu'ils pouvaient faire confiance à Mikhail Khodorkovsky et à son équipe pour redresser l'entreprise qui était au plus mal en 1995. Dans un premier temps, ils ont d'ailleurs eu raison puisque nous avons permis à l'entreprise de remonter la pente pour devenir la première entreprise énergétique russe derrière Gazprom. Je ne veux pas entrer dans les détails des trésors d'imagination que les autorités ont dû déployer pour inventer des impôts que Yukos est censé ne pas avoir payés. Cela aboutit simplement à ce que, sur certaines périodes, Yukos devrait plus d'argent au gouvernement russe que ce qu'elle a gagné.

Cela va peut-être paraître étrange à beaucoup mais je ne suis pas rendu inconsolable par la perte de ma fortune. Je suis même reconnaissant à la prison, qui m'a permis de disposer de temps pour réfléchir sur ma vie et de remettre en cause bien des aspects de mon existence. Trop souvent j'ai agi en craignant de tout perdre et en me réprimant, aujourd'hui je suis vraiment libre et je sais ce qui est important dans l'existence. J'éprouve une grande pitié pour ceux qui pensent avoir fait quelque chose de bien pour le pays en m'emprisonnant.

L'enfer est pavé de bonnes intentions et au milieu du chemin ils comprendront que l'obsession de la redistribution des richesses est incompatible avec les impératifs actuels de l'économie moderne.

Aujourd'hui, on veut le garder en prison car on craint que je veuille me venger. Relax ! je n'ai pas l'âme d'un Monte Cristo et contrairement à eux j'ai compris que l'argent n'est pas tout.

un collectif de journalistes arabes

Sihem Bensedrine, Hafnaoui Ghoul, Mohamed Mehdi, Ghania Mouffok, Salima Mellah, Sid Ahmed Semiane ; Hussein Abderrazek, Gamal Fahmy, Mustafa Husseyni, Kaies Al Azawi ; Diana Mokalled, Elias Khouri, Jihad Ezzine, Joseph Samaha, Nada Abdel Samad, Samir Kassir, Younes Moujahed, Abd El Bari Atwan, Youssef Ahmed, Mohamed Ali Atassi, Kamel Labidi, M-hamed Krichen, Neziha Rjiba.

« Sauvons la vie de Florence Aubenas »

Source : Le Monde
Référence : « Sauvons la vie de Florence Aubenas », par un collectif de journalistes arabes, *Le Monde*, 12 janvier 2005.

Florence Aubenas, journaliste française et grand reporter au journal *Libération*, a disparu à Bagdad le 5 janvier 2005, en compagnie de son traducteur irakien, Hussein Hanoun. Elle est arrivée à Bagdad le 16 décembre pour accomplir sa mission de journaliste, à la veille des élections irakiennes. Florence est l'exemple même de la journaliste indépendante, qui ose dire ce qu'elle voit, sans considération aucune pour les intérêts politiques ou partisans. A ce titre, elle jouit d'une solide réputation professionnelle.

Dans le monde arabe, du Maghreb au Machrek, les journalistes considèrent Florence Aubenas comme une amie précieuse, qui a toujours su être du côté des causes justes et dire avec courage ce qui peut déplaire aux puissants de ce monde. Son probable kidnapping est un acte qui sape les fondements de la mission des journalistes indépendants dans le monde. Nous espérons la revoir en bonne santé le plus rapidement possible et nous nous mobilisons pour que sa vie soit sauve.

C'est à notre tour, nous les journalistes indépendants dans le monde arabe, de montrer que notre solidarité saura triompher de toutes les formes d'arbitraire et de violence.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .